

Mali/Destructions de Tombouctou "Un crime de guerre"

AFP

La Haye/Pays-Bas

Accusations portées par la CPI qui pourrait poursuivre un jihadiste malien présumé lié à Al-Qaïda.

LA procureure de la CPI a accusé hier un jihadiste malien présumé lié à Al-Qaïda de crimes de guerre pour avoir dirigé et participé à la destruction de mausolées protégés par l'Unesco à Tombouctou en 2012.

"Nous devons agir face à la destruction et la mutilation de notre héritage commun", a affirmé Fatou Bensouda, lors de l'ouverture de l'audience dite de confirmation des charges, qui sert à déterminer si les preuves du procureur sont suffisantes pour mener à un procès.

Le suspect, le Touareg Ahmad Al Faqi Al Mahdi, est le premier jihadiste écroué par la CPI. Selon l'accusation, il a été l'un des chefs d'Ansar Dine, un groupe islamiste radical associé à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Il est également le premier suspect arrêté dans l'enquête de la Cour sur les violences de 2012-2013 au Mali et le premier poursuivi par la CPI pour destructions d'édifices religieux et monuments historiques.

"La présente affaire



Photo : AFP

Abondante chevelure frisée, barbe, lunettes rectangulaires, le Malien Ahmad Al Faqi Al Mahdi a écouté attentivement la procureure Fatou Bensouda lire les charges à son encontre.

concerne un crime international interdit par le Statut de Rome", le traité fondateur de la CPI, a-t-elle ajouté : les destructions des mausolées de Tombouctou ont constitué "une attaque contre une population entière et contre son identité culturelle".

M. Al Faqi Al Mahdi, environ 40 ans, s'est rendu responsable de crimes de guerre en ayant détruit neuf mausolées et une des plus importantes mosquées de la ville, Sidi Yahia, entre le 30 juin et le 10 juillet 2012, affirme l'accusation.

Fondée entre le XIe et le XIIe siècles par des tribus touareg et inscrite au patrimoine mondial de l'hu-

manité, Tombouctou a été un grand centre intellectuel de l'islam et une ancienne cité marchande prospère des caravanes. La "cité des 333 saints" a connu son apogée au XVe siècle.

La destruction en 2012 de quatorze mausolées de saints musulmans par le groupe jihadiste malien Ansar Dine au nom de la lutte contre "l'idolâtrie" avait dès lors provoqué l'indignation à travers le monde.

"La conscience collective de l'humanité a été choquée par la destruction de ses sites", a affirmé le procureur : "un tel crime ne peut rester impuni".

"PRELUDE AUX PIRES EXACTIONS" • "C'est la

première fois que mon bureau retient un tel chef d'accusation portant sur la destruction de biens et bâtiments religieux et culturels", a affirmé la procureure, invitant les juges à saisir cette chance de "lutter contre ce fléau qui est souvent le prélude aux pires exactions contre les populations".

"Des attaques contre le patrimoine culturel sont constantes. Malheureusement, il n'y a que trop d'exemples récents, comme dans les cités d'Alep et Palmyre, en Syrie", a-t-elle ajouté. Habillé d'un long vêtement traditionnel blanc, le suspect, pour qui les procédures sont traduites en arabe, a écouté la procureure de manière

attentive, levant parfois un sourcil face à ses déclarations.

Épaisse chevelure frisée, barbe, lunettes rectangulaires, M. Al Faqi Al Mahdi affirme avoir été fonctionnaire dans l'éducation pour le gouvernement malien.

"Je comprends bien les charges", a-t-il assuré hier, à la demande du juge.

La CPI avait ouvert en 2013 une enquête sur les exactions commises au Mali par les groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ils avaient pris le contrôle du nord du Mali en mars-avril 2012, après la déroute de l'armée face à une rébellion à dominante touareg. Ces jihadistes ont été en grande partie chassés suite au lancement en janvier 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale. Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères.

L'Unesco a depuis restauré les 14 mausolées détruits à Tombouctou, qui se trouve à quelque 1 000 kilomètres au nord-est de la capitale Bamako.

Des ONG craignent toutefois que justice ne soit jamais rendue pour de nombreuses victimes des crimes commis en 2012 et 2013 au Mali et appellent la CPI à élargir les charges contre M. Al Faqi pour inclure des viols et mariages forcés, notamment.

L'Afrique en bref

• **Afrique Sud/Politique. Zuma échappe à une motion de défiance**

Le président sud-africain Jacob Zuma a échappé hier à une nouvelle motion de défiance au Parlement mais il risque la réouverture de poursuites dans une vieille affaire de corruption, au moment où l'unité de son parti derrière lui semble se fissurer.

• **Centrafrique/Présidentielle. Touadéra : victoire confirmée**

La Cour constitutionnelle centrafricaine a confirmé hier la victoire à la présidentielle du 14 février de l'ancien Premier ministre Faustin-Archange Touadéra sur Anicet-Georges Dologuélé.

• **Guinée Equatoriale/Présidentielle. La tournée d'un opposant suspendue**

Le gouvernement équatorien a annoncé hier la suspension jusqu'à "nouvel ordre" après un incident de la tournée d'un opposant, Gabriel Nse Obiang Obono, en vue de l'élection présidentielle prévue d'ici la fin de l'année.

• **Zimbabwe/Politique. L'ex-vice-présidente Mujuru défie Mugabe**



Photo : AFP

L'ex-vice-présidente zimbabwéenne Joice Mujuru a décidé de défier Robert Mugabe en lançant officiellement hier son parti, au moment où la bataille pour la succession du président, 92 ans, fait rage dans un pays qu'il contrôle depuis 36 ans.

A travers le monde

• **Espagne/Gouvernement. Sanchez : l'impossible pari**

Le socialiste espagnol Pedro Sanchez va tenter à partir de ce mardi d'obtenir la confiance du Parlement sur son programme afin de pouvoir relever le pari quasi-impossible de former un gouvernement, en l'absence d'alliés.

• **Grèce/Migrants. Athènes appelle à l'aide**

La Grèce a soumis un plan "d'urgence" à l'Union européenne (UE) pour organiser l'accueil de 100 000 réfugiés sur son territoire alors qu'un nombre croissant de migrants restent bloqués dans le pays, a annoncé hier le gouvernement.

• **Irak/Attentat. Six morts à l'ouest de Bagdad**

Quatre kamikazes du groupe jihadiste Etat islamique (EI) ont tué six militaires, dont un général, dans une attaque contre un QG de l'armée à l'ouest de Bagdad, dans lequel ils avaient réussi à s'infiltrer, ont indiqué hier des responsables.

Burundi/Crise

Des chefs d'Etat africains appellent à un "dialogue sans pré-conditions"

AFP

Nairobi/Kenya

Ces dirigeants ont ainsi encouragé le médiateur ougandais, le président Yoweri Museveni, "à annoncer début mars la date pour la reprise immédiate du dialogue inter-burundais".

LA délégation des chefs d'Etat africains qui a récemment séjourné au Burundi a appelé à "un dialogue sans pré-conditions" pour sortir le pays de la crise, dans un communiqué parvenu hier à l'AFP.

Les chefs d'Etat ont "invité toutes les parties prenantes à la crise burundaise à prendre part à ce dialogue, sans pré-conditions, et dans le strict respect de l'accord de paix d'Arusha", qui a mis

fin à la guerre civile (1993-2006), selon ce nouveau communiqué.

Ils ont "encouragé" pour cela le médiateur ougandais, le président Yoweri Museveni, "à annoncer début mars la date pour la reprise immédiate du dialogue inter-burundais".

Dépêchée par l'Union Africaine (UA), la délégation emmenée par le Sud-Africain Jacob Zuma et composée des présidents mauritanien, sénégalais, gabonais et du Premier ministre éthiopien, s'est rendue jeudi et vendredi à Bujumbura pour tenter de débloquer la crise politique dans laquelle est plongé le Burundi depuis 10 mois.

M. Zuma avait appelé samedi, au nom de la délégation, à l'organisation d'un "dialogue inclusif" avec "tous les acteurs importants" de la crise, une formulation plus vague qui ne tranchait pas la question

cruciale de qui participerait à ces pourparlers.

Bujumbura continue de rejeter tout dialogue avec le Cnared, une plate-forme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise et qu'il accuse d'être derrière les violences au Burundi.

Tous les chefs d'Etat étaient repartis jeudi soir et vendredi, à l'exception de M. Zuma, resté à Bujumbura un jour de plus. Il avait alors de nouveau rencontré le président burundais Pierre Nkurunziza en tête-à-tête.

Avant de repartir samedi midi, il s'était exprimé au nom de toute la délégation, à la "grande surprise" de l'UA qui travaillait déjà sur un communiqué, a appris l'AFP auprès d'une source diplomatique africaine, ayant requis l'anonymat.

"La délégation de haut niveau était dirigée par un chef d'Etat, le président Jacob Zuma, qui a lu une dé-

claration à la presse. Ce dernier nous lie, rien d'autre", a réagi le ministre burundais des Relations extérieures. Dans un tweet publié dans la nuit de lundi à hier, Alain-Aymé Nyamitwe a dénoncé un communiqué qui est "contre" celui lu par le président Zuma.

Dans son communiqué, l'UA annonce également que les chefs d'Etat ont "décidé de rencontrer les parties prenantes de la crise burundaise qui sont hors du pays", une référence au Cnared, dont la quasi-totalité des responsables sont en exil.

De même, l'UA appelle la communauté internationale à une "reprise de l'aide internationale fournie au Burundi", seulement "en cas d'amélioration de la situation sécuritaire et humanitaire".

Aujourd'hui, les principaux bailleurs du Burundi, un des pays les plus pauvres

du monde et dont le budget dépend à 50% de l'aide internationale, ont suspendu leur aide en vue de faire pression sur le président Nkurunziza.

Les chefs d'Etat ont enfin "demandé au gouvernement et aux groupes armés de mettre un terme" aux violences, après avoir constaté "la poursuite d'actes de violences sur les civils et les forces de sécurité publique, ainsi qu'une détérioration de la situation humanitaire déjà préoccupante".

Le Burundi est plongé depuis 10 mois dans une crise politique profonde, née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet.

Les violences, désormais armées, ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 240.000 personnes à quitter le pays.